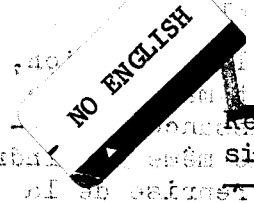


GROUPE DU PORTE-PAROLE  
SPRECHERGRUPPE  
GRUPPO DEL PORTAVOCE  
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER  
SPOKESMAN'S GROUP

NOTE D'INFORMATION • INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG  
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Bruxelles, janvier 1972



résumé du rapport trimestriel n° 1/1972 sur la  
situation économique de la Communauté

La Commission des Communautés européennes vient de publier son rapport trimestriel sur la situation économique de la Communauté. Ce rapport fait le point de l'évolution de la conjoncture au cours des derniers mois de l'année écoulée et dégage les perspectives qui s'ouvrent sur les premiers mois de 1972.

La Commission constate qu'un refroidissement sensible a caractérisé, durant les derniers mois, l'évolution de la conjoncture dans la Communauté. Aux nettes tendances au ralentissement observées depuis un certain temps, surtout dans le domaine de l'investissement, se sont ajoutés, depuis le milieu du mois d'août, les effets psychologiques et mécaniques des mesures prises aux Etats-Unis en matière de politique monétaire et commerciale.

Les exportations à destination des pays non membres n'ont plus guère augmenté depuis quelques mois. L'expansion de la demande intérieure s'est nettement modérée, essentiellement du fait de l'évolution de la formation brute de capital fixe. L'amenuisement sensible des marges bénéficiaires, imputable à la persistance d'une hausse rapide des coûts, les capacités excédentaires créées dans de nombreux secteurs à l'époque du boom, ainsi qu'une appréciation plus pessimiste des perspectives de vente, ont eu pour effet d'affaiblir notablement la propension à investir des entreprises. Les investissements sous forme de stocks n'ont plus guère stimulé l'activité économique. Il semble, en revanche, que les investissements des administrations publiques aient encore, au total, accusé une croissance appréciable. L'expansion des dépenses de consommation privée est demeurée vive, bien que l'on puisse discerner, dans plusieurs pays de la Communauté, les premiers indices d'un léger essoufflement. La progression des revenus s'est quelque peu ralentie, sous l'effet de réductions de la durée effective du travail et d'un développement moins rapide de l'emploi.

La production intérieure a montré peu de dynamisme durant les derniers mois. L'évolution a été particulièrement hésitante pour les produits de base et les biens d'investissement, tandis que l'industrie des biens de consommation parvenait encore à développer sa production. Les tendances à la détente apparues sur le marché de l'emploi se sont accentuées : le chômage s'est accru dans tous les pays membres, tandis que le nombre d'offres d'emploi non satisfaites diminuait.

Les importations de la Communauté en provenance des pays non membres ont regressé. Par contre, sous la pression de l'augmentation continue des coûts, la poussée des prix est restée vive dans l'ensemble. Si une certaine accalmie paraît se dessiner en ce qui concerne les prix des produits de base et des biens d'investissement, la hausse du coût de la vie ne s'est nullement modérée.

Suivant le rapport de la Commission, il y a maintes raisons de penser que, dans la plupart des pays membres, la croissance économique continuera de se ralentir durant les prochains mois. Les chefs d'entreprise font, en tout cas, montre d'un pessimisme croissant, et l'affaiblissement de la propension à investir pourrait s'accroître. La consommation des ménages accusera vraisemblablement une expansion plus lente, du fait d'un accroissement moins rapide de la masse salariale.

Etant donné ces tendances d'évolution de la demande, la production, dans la Communauté considérée dans son ensemble, ne devrait marquer que de faibles progrès dans les mois à venir. Le taux de croissance du produit brut en termes réels de la Communauté pourrait tout de même atteindre 2 ½ à 3 % en 1972; pareil résultat implique cependant une reprise de la conjoncture au cours de la seconde moitié de l'année.

Cette partie prévisionnelle du rapport de la Commission est toutefois à interpréter à la lumière des événements de la mi-décembre. En effet, le rapport était déjà sous presse au moment où s'est tenue, à Washington, la dernière réunion du "Groupe des Dix", dont les décisions en matière monétaire ont modifié certaines des données qui étaient à la base des prévisions formulées par les services de la Commission.

Comme l'indique un avant-propos, le retour à des relations de change plus ordonnées et la levée des mesures commerciales discriminatoires prises aux Etats-Unis devraient orienter dans un sens plus favorable les exportations et les investissements des entreprises. Ces facteurs pourraient ménager des perspectives un peu meilleures pour l'évolution de la production et de l'emploi.